



# Impact Communiste

DEC-JANV

2016-2017

Journal du Parti Communiste Français – Section de St-Martin-d'Hères –Gières –Poisat -Venon

## Défendons notre Sécurité Sociale et son financement!!

### Organisons la lutte pour la Sécurité Sociale, Pour un droit à la santé, à la retraite !

#### Sommaire

**P.2 : Levée immédiate de l'Etat d'urgence**

**P. 3-5 : L'école publique comme outil de formatage impérialiste**

**P.6-7 : Un millier de manifestants ont eu raison de la provocation du FN à SMH !**

**P.8-9 : Les dangers de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu !!!**

**P.10-11 : Organisons la lutte pour la défense de la sécurité sociale !!!**

**P.12 : Vie des cellules**

**P.13-14 : Sortie du Royaume-Uni de l'UE : Analyses**

**P.15 : Hommage à Fidel Castro**

**INVITATION  
A NOTRE MEETING ET  
BANQUET FRATERNEL**

Pour les travailleurs de notre pays, la sécurité sociale est un bien trop précieux pour que nous laissions le gouvernement, allié du patronat, la détruire. Dans cet objectif, le financement de la Sécu est un enjeu essentiel.

La Sécurité Sociale fête ses 70 ans. Soixante dix ans au cours desquels l'espérance de vie a augmentée, la mortalité infantile réduite nous mettant au 5e rang mondial en 2012. Et voilà qu'en quelques années de mesures réduisant les recettes à coût de cadeaux au patronat, nous, les travailleurs, payons le prix fort, avec des renoncement aux soins médicaux et dentaires, avec une espérance de vie qui baisse et la France qui passe pour la mortalité néonatal du 6e rang sur 26 pays européen au 17e en 5 ans.

#### Tous ensemble défendons notre Sécurité Sociale et dénonçons !

Le pacte de responsabilité avec le CICE (Crédit impôt-Compétitivité Emploi) qu'Hollande et son gouvernement socialiste-EELV transforme en nouvelles exonérations définitives de cotisations patronales plombent et creusent les déficits d'autant plus que la politique d'austérité diminue les compensations du budget de l'Etat.

D'autres contre-réformes attaquant les recettes de la Sécu, promises par Hollande avant 2012 et programmées par les différents gouvernements successifs, arrivent en complément dont le prélèvement de l'impôt à la source (impôt sur le revenu prélevé directement sur le salaire, la pension de retraite ou l'allocation chômage).

Cette contre-réforme, que nous expliquons dans ce journal pose les bases de la fusion CSG (Contribution sociale généralisée)-Impôt sur le revenu, permettrait à l'Etat de faire main basse sur le budget de la Sécurité Sociale, l'argent des assurés basculant ainsi au budget de l'Etat. La fiscalisation du financement de la Sécurité Sociale se traduirait par la fin de nos droits d'assurés sociaux.

C'est une attaque inacceptable du budget de la Sécurité Sociale.

Communistes, nous réaffirmons les dangers d'une fiscalisation totale de la Sécurité Sociale et notre attachement à son financement par le prélèvement sur le travail.

**Une bataille fondamentale pour la défense du financement de la sécurité Sociale (toutes branches confondues : retraites, familles, maladie, accident de travail-maladie professionnelle) s'annonce pour l'année à venir.**

**Notre bataille doit exiger la fin des exonérations de cotisations sociales patronales qui représentent au total 41 milliards d'euros par ans, soit plus de quatre fois son prétendu "déficit"!!!**

**Etudiants, Travailleurs, Retraités,**

**Défendons notre Sécurité Sociale!**

Section locale du PCF - 6 rue Gérard Philipe - BP 283, 38407 St-Martin-d'Hères Cedex  
Tél. 04 76 01 81 38 Courriel : pcf.smh@wanadoo.fr Site internet : pcf-smh.fr

# **Levée immédiate de l'état d'urgence**

## **Non à la logique de l'état de guerre permanent !**

## **Non à la doctrine de l'ennemi de l'intérieur !**

L'horrible attentat terroriste de Nice, le 14 juillet, a permis au pouvoir de prolonger encore l'état d'urgence, malgré l'opposition de quelques parlementaires de plus qu'en novembre.

Pourtant, il est avéré – sans surprise – que l'état d'urgence ne sert à rien contre ces attentats. Il ne donne aucun moyen supplémentaire réel à la police pour dépister ce type d'assassins. Il ne peut rien contre la crise sociale, politique et morale du système qui enfante, dans notre pays comme ailleurs, sous telle ou telle obédience politique ou vaguement « religieuse », de tels actes.

**Non, l'état d'urgence, aujourd'hui renforcé, n'est efficace que pour un tout autre but : continuer à jeter les bases d'un Etat répressif** étouffant les libertés démocratiques fondamentales et écrasant la contestation. Les députés communistes français et algériens l'avaient déjà courageusement dénoncé en 1955 lors de son institution.

En 2015 et 2016, les assignations arbitraires à domicile de militants de différentes causes pacifiques, la tentative d'interdiction de manifestations des plus importants syndicats contre la casse du code du travail l'ont montré. Elles s'accompagnent d'une répression sociale, encouragée par le gouvernement, sans précédent depuis des décennies, contre des militants du mouvement ouvrier.

**Nous demandons la levée immédiate de l'état d'urgence qui est le symbole et le socle politique de la dérive sécuritaire du pouvoir.**

Nous dénonçons la tentative éhontée du gouvernement, à l'occasion de cette rentrée, d'enrégimenter dans la logique de peur et de militariser le monde de l'école.

**Nous refusons la propagation par l'idéologie dominante de la doctrine de l'ennemi de l'intérieur.**

Nous dénonçons l'hypocrisie des campagnes du gouvernement, de la droite, des médias dominants détournant les notions de fraternité et de laïcité. Nous n'acceptons pas le terme de « radicalisés » pour désigner les auteurs des récents attentats, qui assimile dangereusement l'ensemble des musulmans à une culture de violence. Dans le même temps, nous combattons la campagne idéologique tendant à renvoyer les individus vers des appartenances communautaires ou religieuses respectives supposées pour les différencier et les opposer, pour diviser la société et notamment la classe ouvrière. Nous opposons à ce discours la fraternité des travailleurs dans les luttes pour leurs conditions de vie.

Nous renvoyons les envolées corcardières, nationalistes, étroitement identitaires, des gouvernants successifs pour enrôler la nation à leur politique qui sont en totale contradiction avec leur obsession à étouffer le droit du peuple français, des peuples, à disposer d'eux-mêmes.

**Enfin et peut-être plus que tout, nous refusons d'être enrôlés, au nom des attentats terroristes, dans un état de guerre permanent.** Les derniers gouvernements ont placé la France à l'avant-poste des guerres impérialistes qui ont détruit les Etats du Moyen-Orient, semé la désolation et fait le nid des groupes « islamistes » quand ils ne les ont pas aidés directement. Le gouvernement continue de livrer des armes et une alliance aux dictatures obscurantistes qui les finances et soutiennent.

Encore plus de guerre impérialiste : certainement pas !

**Communistes, nous appelons les travailleurs à signer la pétition sur les mots d'ordres suivants :**

- ▶ **Levée immédiate de l'état d'urgence**
- ▶ **Sortie de l'OTAN et des politiques extérieures de l'UE,**
- ▶ **Plus un seul soldat français hors de France,**
- ▶ **L'argent pour l'école et la santé, par pour les armes !**

## L'école publique comme outil de formatage impérialiste : Ou comment faire de nos enfants de la chair à canon consentante

Après avoir déstabiliser tout le Moyen-Orient en appuyant les puissances obscurantistes comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite qui soutiennent et financent directement les organisations terroristes, l'idéologie dominante continue d'utiliser la guerre qu'elle sème à travers le monde pour mieux asservir les populations, aussi bien dans les pays dominants que dans les pays dominés ou convoités.

Quoi de mieux qu'une unité nationale dernière un ennemi commun pour faire oublier les politiques de casse sociale et réprimer la contestation ? Pourquoi stopper les politiques impérialistes internationales, mères du terrorisme, puisque celles-ci permettent à la fois de continuer d'enrichir une minorité de nantis et de détourner et bâillonner les peuples face à la dégradation de ses conditions de vie, toujours au service du grand patronat.

L'idéologie dominante a été propagée à grand coup de battage médiatique mais le contexte actuel permet au pouvoir d'aller encore plus loin dans la propagande guerrière et de franchir une nouvelle étape.

Alors, quoi de mieux que l'école pour endoctriner la population. On touche à la fois les jeunes esprits plus facilement manipulables et les parents sensibles émotionnellement à la sécurité de leurs enfants et prêts à (presque) tout accepter pour apaiser leurs craintes.

Après l'état d'urgence, le (faux) filtrage à l'entrée des écoles, les mesures d'annonce autant tape à l'œil qu'inefficaces et le climat de peur entretenu, le gouvernement passe à l'étape supérieure et vise directement l'utilisation des enfants pour aboutir à ses fins.

Jusqu'ici, ce sont essentiellement le personnel et les parents qui étaient informées des différentes mesures (surveillance accrue, interdiction aux parents d'entrer dans l'école, fin des kermesses et fêtes d'école...).

Cet été, la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a communiqué et envoyé plusieurs directives pour renforcer les mesures sécuritaires. Le langage est clair, le virage sécuritaire est flagrant.

### Développer la culture sécuritaire

Le guide diffusé par le gouvernement à destination des parents d'élèves titre sa première partie : « Comment développer une culture commune de la sécurité ? ». Il l'introduit par « La sécurité et la vigilance sont l'affaire de tous ».

Le vocabulaire employer est clair : il faut développer la culture sécuritaire. Chacun doit y prendre part. L'unité nationale est au centre du discours. L'ennemi commun est identifié, la mission de chacun est de contribuer à lutter contre celui-ci.



## Nouvelles mesures dans l'école

Ici aussi, on comprend que l'objectif est moins d'éviter un incident que d'entretenir un climat de peur tant les consignes sont ridicules.

Ainsi, un nouvel exercice de PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté contenant les exercices incendie, des confinements en cas d'accident industriel...) prévoit une alerte intrusion.

En lisant la circulaire ou les différents fichiers à disposition des parents et des directeurs d'écoles (et des potentiels terroristes... en téléchargement libre), on apprend que les directeurs recevront un SMS en cas d'attaque (l'éducation nationale découvre les télécommunications), que les enseignants doivent se cacher ou fuir avec leur classe (on n'y avait pas pensé, merci le gouvernement) ou encore qu'il ne faut pas courir en direction du ou des terroristes. Quelle imposture !!!

Si les enseignants en maternelle ne sont pas obligés d'expliquer à leurs élèves le pourquoi de l'exercice, à partir du CP (6 ans) et jusqu'à la fin de la scolarité, les professeurs sont invités à être plus explicites sans pour autant préciser jusqu'à quel point. Quel est l'impact psychologique sur un enfant de 6 ans à qui on explique qu'une personne peut entrer à tout moment dans son école pour lui faire du mal ? Quelle justification du geste va être amener ?

L'exercice est à mettre en place avant les vacances de la Toussaint et à renouveler tous les ans. Il ne s'agit ni plus ni moins qu'un endoctrinement violent de notre jeunesse au service d'une idéologie dominante va-t-en guerre.

## Un jumelage entre le ministère de l'éducation et le ministère de l'intérieur ?

La circulaire commune du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'intérieur du 29 juillet, adressée aux préfets, recteurs, inspecteurs d'académies, directeurs académiques des services de l'éducation nationale, fixe le cadre.

Elle annonce un renforcement des liens entre le préfet de police, les collectivités territoriales (missions de police des municipalités) et l'éducation nationale. Chaque écoles et chaque établissement aura un référent police ou gendarmerie identifié. Les autorités académiques doivent, pour chaque département, nommer un référent sûreté en charge de vérifier l'effectivité des mesures de sécurité. Ils assurent le lien entre les établissements scolaires et le maire au titre de ses pouvoirs de police. La circulaire prévoit aussi des formations des cadres de l'éducation nationale à ces mesures de sécurité qui seront assurées avec l'aide de l'École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Un exercice-cadre est aussi prévu entre le préfet et les autorités académiques pour renforcer la collaboration entre l'administration éducative et la police.

Des formateurs « sûreté » de l'éducation nationale seront chargés de mettre en place un module de formation ou de sensibilisation pour les équipes pédagogiques ou éducatives qui sera également mis à disposition des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE, école de formation des professeurs).

La première réunion de rentrée avec les parents doit être assuré par les directeurs d'école (école primaire), les chefs d'établissement (collèges et lycées) pour rappeler les règles de sécurité, leur exposer les mesures de sécurité prises et pour solliciter, leur aide pour la sensibilisation et la mise en œuvre des règles de sécurité. Un représentant de la commune est aussi invité à se rendre à cette réunion.

Les consignes du ministère imposent aussi un adulte à chaque entrée d'établissement pour contrôler les entrées et sorties, éventuellement effectuer un contrôle visuel des sacs et pour vérifier l'identité des personnes étrangères à l'établissement. Le gouvernement ne prévoit, bien entendu, aucun budget supplémentaire pour le recrutement de ce personnel. Ces tâches seront donc assurées par du personnel de l'établissement (administratif, assistant d'éducation, enseignant...) au détriment de leur travail habituel auprès des élèves. Le personnel éducatif n'a pas à exercer des missions de police.

Dans le second degré, l'apprentissage des gestes de premiers secours est mis en lien avec la « menace terroriste ».





## La dénonciation des élèves et personnels « en voie de radicalisation »

Les autorités académiques doivent communiquer à la préfecture les élèves et personnels signalés comme « en voie de radicalisation », la préfecture doit aussi faire redescendre ses données vers l'administration académique. La circulaire du 29 juillet 2016 conclut comme suit : « La sécurité des écoles et des établissements scolaires est une priorité absolue. Elle concerne au premier rang l'État, mais implique aussi les collectivités territoriales et l'ensemble de la communauté éducative, qui doit être impliquée pour prévenir la menace et développer une culture pérenne de la gestion des risques. »

Les courriers envoyés aux présidents des associations des élus des collectivités territoriales (régionales, départementales, municipales) rappellent : « La sécurité des établissements scolaires est l'affaire de tous : État, collectivités, chefs d'établissement, personnels, parents d'élèves. C'est l'ensemble de nos efforts conjugués qui permettra à l'école de rester un lieu protégé pour que les élèves puissent réaliser leur scolarité en toute sérénité »

C'est pourtant en lisant toutes ces mesures que nous prenons conscience que l'indépendance et le lieu privilégié que sont l'école et les établissements scolaires subissent un recul historique. Son utilisation à des fins d'endoctrinement est flagrante. L'utilisation et la formation du personnel scolaire à une autre mission qui est la sienne : l'éducation de la jeunesse, nous ramène aux pires périodes de l'histoire ou aux régimes actuels à tendance fasciste.

Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'objectif réel de cette orientation. Il s'agit bien de détourner les regards des véritables enjeux décisifs : la casse sociale, la liquidation de nos services publics, le transfert de notre argent vers le Capital, vers cette minorité de nantis qui engrange des millions sur notre misère.

S'il est un danger qui est bien réel, c'est celui de la disparition de notre liberté d'expression. Ces mesures de pseudo sécurité sont une porte ouverte à toutes les dérives autoritaires : interdiction des manifestations, interdiction des distributions de tract, interdiction de toute contestation réelle sous prétexte d'une priorité à la sécurité nationale.

Si l'État voulait lutter contre le terrorisme, qu'il cesse de l'alimenter avec ses accords internationaux avec le Qatar et l'Arabie Saoudite, principaux financiers de DAESH ; qu'il cesse, le temps d'assurer la sécurité du territoire, ses mesures austéritaires, sa liquidation de nos droits, de nos emplois, de nos hôpitaux et de nos écoles ;

Si l'on fait un ratio entre le risque d'une telle attaque, l'inefficacité des mesures et l'impact psychologique sur toute une génération d'enfants et de parents, on comprend à nouveau que les objectifs sont très éloignés de ceux affichés. Ces mesures ne sont pas faites pour rassurer, ni pour protéger et encore moins un aveu de l'impuissance d'un gouvernement. Elles sont volontaires et réfléchies. Elles ont clairement un rôle dans les plans du Capital : accentuer encore le formatage idéologique de la population.

Le dernier article du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche en date du 24 août 2016 met l'accent sur la nécessité de consacrer des temps à la sécurité, non seulement au sein des équipes éducatives mais aussi avec les parents d'élèves.



**Communistes, enseignants et personnels de l'éducation nationale communistes, nous appelons nos collègues, les parents d'élève, toute la communauté éducative à ne pas accepter cette campagne idéologique sécuritaire et militariste à l'école. Nous appelons au contraire, chacun dans nos fonctions, à promouvoir la culture de paix et de fraternité.**

**Communistes, dans et hors l'école, nous appelons à se mobiliser pour l'arrêt immédiat des ventes d'armes aux dictatures qui alimentent les milices terroristes, à toutes les dictatures, pour l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises à l'étranger et le retour de tous les soldats français sur le sol français, à la baisse des dépenses d'armement, au désarmement nucléaire unilatéral de la France. Nous demandons la levée immédiate de l'état d'urgence.**

**L'argent pour l'école, pas pour la guerre !**

# **Travailleurs, retraités, jeunes attaqués et appauvris par les politiques antisociales, Réfugiés fuyant les bombes, les dictatures, la désolation, Nous avons les mêmes ennemis : Les capitalistes profiteurs des guerres !**

## **Un millier de manifestants ont eu raison de la provocation du FN à SMH !**

C'est pour nous une victoire de la solidarité de classe, contre le discours démagogique, xénophobe et de peur de l'extrême droite, que d'avoir initié un rassemblement place du CNR, ce qui a provoqué l'inquiétude du FN qui a finalement annulé sa provocation de manifestation sur des mots d'ordre nauséabonds, dans notre ville communiste depuis 1945.

En effet, ce vendredi 4 septembre 2016, un millier de personnes étaient rassemblées place du Conseil National de la Résistance à l'appel des communistes de SMH, de l'UD CGT de l'Isère, d'organisations politiques de gauche, des organisations de jeunesse et étudiantes, le mouvement de la Paix...

Une manifestation partant du domaine universitaire a convergé vers notre rassemblement. Peu avant notre rassemblement, le FN a annulé sa manifestation devant la mairie de Saint-Martin-d'Hères. Nous considérons cela comme une victoire mais appelons aussi à rester vigilants face aux manœuvres politiciennes de haine du FN et au cynisme et à l'hypocrisie des politiciens du système, toujours prêts à détourner la colère des travailleurs vers leurs frères de classe alors que nous avons les mêmes ennemis : les capitalistes profiteurs de guerre !

La presse a minimisé honteusement notre rôle moteur dans cette mobilisation réalisée en moins de 3 jours. Nous, communistes, nous ne nous formalisons pas, nous avons l'habitude... Notre force réside en notre présence sur le terrain aux côtés des travailleurs.

Sur la place du CNR dans une bonne ambiance, plusieurs prises de parole ont eu lieu dont celle de Monsieur David Queiros, maire PCF de Saint-Martin-d'Hères qui, (en réponse aux provocations xénophobes du FN sur notre commune communiste depuis 1945), a souligné la réussite du rassemblement populaire et festif sur des positions de solidarité internationaliste. Chaque organisation appelante a pu s'exprimer : nous étions avec nos différences tous unis contre la provocation du FN sur SMH et contre son discours de haine, de peurs.

## **L'annulation de leur manifestation est une grande victoire de la solidarité de classe !**

Nous avons la fierté d'avoir une ville où, depuis des décennies, des travailleurs réfugiés de tous les pays s'y sont installés et vivent ensemble, réfugiés du fascisme Italien, Espagnol, Portugais, réfugiés du colonialisme et des guerres impérialistes d'hier et d'aujourd'hui... Nous refusons de voir stigmatiser nos voisins, nos collègues, nos amis. Nous sommes tous des travailleurs et nos intérêts sont communs.

Ce n'est certainement pas quelques dizaines de réfugiés arrivés sur SMH, comme dans d'autres villes, qui nous mettent en difficulté.

C'est la politique capitaliste, va-t-en guerre imposée aux travailleurs pour que quelques uns s'enrichissent !

La politique du capital, par sa déréglementation du travail issue des différents projets de loi gouvernementaux rejetés par les travailleurs, produit la casse des statuts des cheminots, des fonctionnaires mais également l'augmentation des emplois précaires, les licenciements... tout en offrant de nouveaux cadeaux au patronat (200 milliards d'aides données aux entreprises via plus de 4500 dispositifs) alors que les travailleurs sont au pain sec et à l'eau !

## STOP AU VRAI SCANDALE ! LA POLITIQUE VA-T-EN GUERRE DU GOUVERNEMENT !



Elle coûte, chaque année, des milliards d'euros (1 avion rafale = 250 millions d'euros = 20 000 SMIC ANNUELS !), alors que cet argent serait mieux investi pour l'ensemble des travailleurs dans les écoles, les hôpitaux, les services publics, voilà le vrai scandale !

Le FN n'a pas le monopole de l'hypocrisie. L'extrême droite pousse jusqu'au bout celle des gouvernements successifs de la France, des autres pays d'Europe et de l'UE.

Qui est responsable des guerres qui ont semé la désolation, détruit les États en Irak, en Libye, en Syrie et ailleurs ? Qui sinon les Sarkozy, Hollande ou Fabius, Blair, Cameron ou Merkel, complices de l'impérialisme américain ? En concurrence avec la Turquie ou la Russie pour piller les richesses de ses pays.

La lutte contre le « terrorisme » n'est qu'un prétexte. Les autorités françaises flattent et arment les dictatures du Golfe, comme le Qatar et l'Arabie Saoudite, celles qui alimentent les groupes terroristes.

**Communistes, face aux manœuvres politiciennes de haine du FN, au cynisme et à l'hypocrisie des politiciens du système, nous nous prononçons pour :**

- ▶ **L'arrêt de la participation de la France aux guerres à l'étranger, la cessation immédiate des livraisons d'armes aux dictatures du Golfe et d'ailleurs, la sortie de la France de l'OTAN**
- ▶ **La levée immédiate de l'état d'urgence**
- ▶ **La réduction des dépenses militaires**
- ▶ **L'argent pour l'école, l'hôpital, pas pour la guerre !**

**Pour la justice sociale, contre les logiques de divisions et de haine, contre l'engrenage de la guerre impérialiste, qui nourrit le terrorisme là-bas et ici, pour la solidarité entre les travailleurs de toute origine, pour la paix, communistes, syndicalistes, nous réaffirmons notre engagement total pour les travailleurs et les populations.**

Des réfugiés dans le monde, il y en a de plusieurs sortes :

▶ Il y a ces millionnaires, ces milliardaires de France, qui le plus souvent n'ont jamais travaillé et qui s'installent en Suisse, en Belgique ou à Monaco pour échapper à l'impôt républicain. Il y a ces affairistes qui placent leurs avoirs dans des paradis fiscaux, sous les tropiques, pour frauder le fisc et le financement de la Sécurité Sociale.

▶ Il y en a d'autres très différents : ceux qui fuient au péril de leur vie, sur des radeaux de fortunes, des pays écrasés par la guerre, la misère, la répression, les dictatures, notamment la Syrie, l'Afghanistan, la Somalie, l'Erythrée...

Il y a 40 millions de réfugiés de guerre dans le monde. Quelques centaines de milliers atterrissent en Europe.

L'hypocrisie est complète sur le sort des « migrants ». Tantôt les réfugiés sont refoulés, laissés à la mer. Tantôt ils sont tolérés, au compte-goutte, en Europe, selon les besoins en main d'œuvre, souvent qualifiée, toujours ultra-précaire vu leur situation de détresse, des économies, notamment allemande, suédoise ou britannique.

## **La retenue à la source de l'impôt sur le revenu : Danger ! Signez la pétition !**

Le projet de la retenue ou prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est dangereux à plus d'un titre pour les salariés et pour l'Etat, nous reproduisons le tract pétition de la CGT finances publiques de l'Isère que nous vous invitons à lire et à signer.

### **Qu'est-ce que la retenue à la source ?**

La retenue à la source, ce serait votre impôt sur le revenu prélevé directement sur votre salaire. Votre patron retiendrait tous les mois votre impôt sur le revenu à partir d'un taux forfaitaire que lui donnerait le fisc. Il reverserait au trésor public tous les mois, tous les trimestres ou deux fois par an.

### **Tout le monde n'est pas concerné de la même façon : c'est discriminatoire !**

Seuls les revenus salariaux ou de remplacement (pensions de retraite, chômage...) seraient soumis à la retenue à la source. Les professions commerciales, libérales et artisanales en seraient dispensées. Elles déterminent elles-mêmes leurs revenus. Les revenus fonciers seraient aussi exclus du dispositif.

Il s'agit d'un traitement discriminatoire des contribuables français qui est inacceptable !

Aucune simplification pour le contribuable, il faudrait toujours déposer une déclaration d'impôt :

Le contribuable continuerait de remplir sa déclaration de revenu comme actuellement. Cette formalité est liée à la personnalisation de l'impôt sur le revenu (situation de famille, autres revenus non salariaux, déductions...). La déclaration resterait nécessaire pour établir le montant de l'impôt dû.

### **Dangers de la retenue à la source :**

La retenue de votre impôt sur le revenu serait déduite du salaire net par l'employeur. Elle serait établie à partir d'un taux déterminé. Ce taux appliqué serait fixe et calculé sur la moyenne d'imposition de l'année précédente.

- Ces prélèvements ne seront pas, contrairement à la publicité gouvernementale, d'une adaptabilité rapide de la situation du contribuable ;
- Le prélèvements à la source ne permettra pas l'ajustement des prélèvements en temps réels alors que le système actuel de paiement auprès de l'administration fiscale permet de moduler les prélèvements (mensuels, tiers prévisionnels), voire de demander des délais de paiement en cas de difficultés. Les délais de paiement disparaissent de fait ;
- Le taux qui sera donné par l'administration au patronat ne tiendra pas compte des réductions et des crédits d'impôts (frais de garde d'enfant, cotisations syndicales, dons aux œuvres, frais de scolarité, etc). Ces crédits et réductions d'impôts vous seront remboursés ultérieurement. C'est une sérieuse dégradation par rapport au système actuel.

Par exemple, un salarié redevable de 1000 euros d'impôt, avant crédit ou réduction, et disposant d'un crédit d'impôts de 1000 euros (donc non imposable au final) sera prélevé à la source de 1000 euros l'année n et devra attendre septembre de l'année n+1 (soit 21 mois d'attente !) pour être remboursé des 1000 euros du crédit d'impôt. Les contribuables feront donc l'avance de trésorerie à l'état. Les prélèvements seront supérieurs aux actuelles mensualités.

- La confidentialité des revenus de votre foyer n'est plus garanti ; à partir du taux de prélèvement qu'il devra appliquer à votre salaire, votre employeur connaîtra le niveau de revenu de votre



ménage. Quid des conséquences sur vos demandes d'augmentation de salaire ou amélioration des conditions de travail ?

- Le taux « neutre » pour lequel vous pouvez opter, n'est pas si neutre que cela : l'administration vous l'imposera et sera obligatoirement et nécessairement en relation avec vos revenus.
- Un jeune travailleur ou un précaire non imposable sera prélevé dès son premier euro de salaire. Il devra attendre un remboursement a posteriori.

**Avec la retenue à la source, quoi qu'il arrive, les salariés auront payés leurs impôts, peu importe qu'ils ne puissent plus payer leur loyer ensuite !**

### **La retenue à la source attaque gravement la sûreté du budget de l'Etat :**

L'impôt sur le revenu est actuellement recouvré par l'administration fiscale à 99%. Non seulement la retenue à la source ne présente aucun avantage en matière de rentrées budgétaires, mais elle l'attaque frontalement. En effet, le gouvernement connaît parfaitement les difficultés à faire reverser par les patrons les cotisations sociales prélevées sur nos salaires et la TVA que nous payons à chaque achat (tous les ans, 15 milliards d'euros de TVA ne sont pas versés à l'Etat). Nous avons la certitude d'une dégradation de recouvrement de l'impôt liée aux risques de défaillance des entreprises par rétention de trésorerie, fraude, faillites...

De plus, les grandes entreprises déjà faiblement imposées pourront utiliser le délai de reversement de l'impôt sur le revenu au Trésor Public pour des placements rentables orientés sans doute vers l'optimisation fiscale de leur impôt sur les sociétés.

### **La retenue à la source préfigure la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG et annonce la disparition de l'impôt progressif plus juste.**

**La fusion IR-CSG contre nos droits de contribuables et d'assurés sociaux :**

Le prélèvement à la source rapproche inévitablement l'impôt sur le revenu (IR) de la Contribution sociale généralisée (CSG), déjà prélevée à la source et affectée jusqu'à aujourd'hui exclusivement au financement de la Sécurité Sociale.

Or, la fusion de l'IR et de la CSG dans un prélèvement unique à la source figurait déjà dans le programme du candidat Hollande.

Cette fusion signerait la fin de l'impôt progressif et du quotient familial et permettrait à l'Etat de faire main basse sur le budget de la Sécurité Sociale, l'argent des assurés basculant ainsi du budget de l'Etat. La fiscalisation du financement de la Sécurité Sociale se traduirait par la fin de nos droits d'assurés sociaux.

***Le prélèvement à la source serait le cheval de Troie qui permettrait la casse de tout l'édifice de notre système de protection sociale.***

**Danger sur l'existence et la pérennité des services des finances publiques de proximité avec les 37 000 emplois déjà supprimés et les 1800 à venir pour 2017.**

**Signer la pétition contre le prélèvement à la source !**

## Contre les attaques des gouvernements successifs

### Organisons la lutte pour la Sécurité Sociale

Déjà en novembre 2014, les propos de François Hollande sur TF1 préparaient le terrain : « **Le CICE sera transféré en 2017 en baisse de cotisations sociales pérennes** ». Aujourd'hui dans le cadre de la campagne présidentielle de 2017 Fillon surenchère contre la sécurité sociale en annonçant : « **focaliser sur l'assurance publique universelle sur les affections graves ou de longues durée, et l'assurance privée sur le reste** ».

Pour nous, communistes, défenseurs de la Sécurité Sociale et de son financement sur le travail, nous avons une longue expérience de la répartition des rôles, entre gouvernements de droite et de « gauche » successifs, dans le démantèlement de la Sécurité sociale. Il est bon de la rappeler à cette occasion. La droite s'attaque davantage aux prestations, comme la durée de cotisation ou la retraite à 60 ans, « marqueurs » de gauche. La « gauche » s'attaque davantage au financement – sauf pour les allocations familiales où elle s'en prend à la fois aux cotisations patronales et aux droits des familles. La « défense » – sur un fond réactionnaire – de la famille est laissée à la démagogie électorale de la droite.

Ainsi, la gauche avec le « **Crédit d'impôt compétitivité** » effectue le plus gros transfert vers le patronat et le capital contenu dans le « Pacte de responsabilité » : 20 milliards d'euros par an. Mais, prenant la forme d'un transfert direct des caisses de l'Etat vers celles des entreprises, il est peu défendable politiquement. Il s'intègre mal dans la propagande sur la baisse des « coûts des entreprises ». Le Medef, bien content de toucher la manne, s'est même permis de faire la fine bouche. Il préfère du plus fondamental, du plus durable : la poursuite de l'élimination de la part socialisée du salaire, les cotisations sociales, qu'il a dû concéder historiquement pour financer la Sécurité sociale.

C'était déjà la gauche, avec Rocard qui a créé la CSG. C'est la « gauche plurielle » avec Jospin qui a lancé en grand le scandale des exonérations de cotisations sociales patronales au nom de « l'emploi ». Elle l'a fait avec les lois Aubry prétendument sur les 35 heures qui ont fait cadeau, par an depuis 2000, de 20 milliards d'euros aux patrons.

A nouveau, il nous faut dénoncer la propagande déguisant les lois Aubry en acquis social « historique ». La durée moyenne du temps travail en 2016, pour les salariés à temps plein, atteint toujours 39,2 heures. La

droite est revenue sur une grande partie des quelques avantages sociaux accordés, notamment en « assouplissant » les heures supplémentaires. La loi El Khomri imposée aux travailleurs s'appuie sur les lois Aubry.

Naturellement, nous serons les premiers à défendre les RTT. Mais cela ne nous empêchera pas de dire clairement que les lois Aubry, derrière l'hypocrisie gagnant-gagnant, se sont résumées à un formidable cadeau au patronat : annualisation du temps de travail, « flexibilité », « modération salariale » et exonération sans précédent de cotisations sociales aux dépens du salaire socialisé, de la Sécurité sociale.

**Défenseurs de la Sécurité sociale, nous constatons, dans le contexte actuel, qu'une des pires contre-réformes structurelles promises par Hollande avant 2012 n'a pas été programmée et reste en attente: la fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu.** Elle retirerait à la CSG, pour les salariés actifs, tout le lien restant avec le salaire, tel qu'il apparaît encore sur la fiche de paye. Le processus de déconnexion de la CSG de l'entreprise, de fiscalisation franchirait une nouvelle étape. Mais la gauche avant de partir avec le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu prépare le terrain à la droite pour aller vers la fusion de l'Impôt sur le revenu et la CSG qui signerait la fin de notre Sécu. Fillon nous l'annonce déjà.

**La fusion CSG/impôt sur le revenu est le fer de lance de ces « frondeurs ».** Ils ont trouvé comment lui donner un semblant de couleur de « gauche ». Ils parlent de « justice sociale », d'une fiscalité plus progressive. Nous refusons de nous laisser tromper ! Ce n'est que baume pour mieux faire passer cette contre-réforme fondamentale, couplée avec la pérennisation du CICE en exonérations de cotisations sociales patronales. De retour aux affaires après 2017, la droite n'aura plus qu'à enlever les quelques mesures d'accompagnement et de maquillage...

**Pour nous communistes, ces questions représentent des luttes primordiales.** Si les dures répercussions sur l'hôpital, le droit à la retraite, le pouvoir d'achat des retraités et des familles sont très concrètes, le processus de casse du système lui-même paraît souvent technique. D'autant plus que la notion de salaire socialisé est de plus en plus oubliée (la « simplification » de la fiche de paye est pensée pour y contribuer). D'autant plus encore que l'idéologie dominante noie dans la plus grande confusion l'enjeu, notamment avec sa propagande sur l'emploi et les « coûts » des entreprises.

**Aussi, nous poursuivons et intensifions nos batailles pour l'accès aux soins, l'hôpital public, les retraités, les familles en les liant systématiquement aux questions de financement.**

**Les mobilisations fortes ces dernières années peuvent et doivent converger dans une lutte frontale contre la nouvelle étape gravissime programmée du démantèlement du système solidaire de financement de la Sécurité sociale, pour son rétablissement plein et entier.**

**Le mouvement contre la loi El-Khomri en 2016 a montré le niveau de colère – de classe – dans la population et la détermination de centaines de milliers de travailleurs à entrer dans la lutte.** Nous devons faire ce constat en toute conscience des calculs politiques à « gauche » et de la pédagogie de la résignation qui ont guidé Valls et le gouvernement actuel dans leur provocation antisociale.

**Fillon s'apprête à s'engouffrer dans les nouvelles brèches béantes ouvertes par la gauche contre les travailleurs, y compris le dispositif répressif accru. Des luttes très dures s'annoncent. Elles ne se gagneront pas avec les politiciens et les illusions de « gauche » qui ont laissé faire les mauvais coups de Hollande-Ayrault-Valls.**

**Fillon, surenchérisant sur Juppé, a commencé à donner ses axes de batailles : autant de luttes à préparer.**

Dans la suite d'El-Khomri, il veut la flexibilité totale du temps de travail. Pour mieux organiser la défense, ne nous trompons pas de repère et soyons lucides sur la nature originellement nocive des lois Aubry.

S'appuyant sur l'accord PPCR obtenu par Lebranchu grâce aux syndicats de collaboration, Fillon veut achever le statut de la fonction publique et liquider 500.000 fonctionnaires en 5 ans. Une bataille majeure s'annonce.

Après le CICE, le transfert d'un montant inédit, organisé par Macron et Hollande, d'argent socialisé provenant du travail vers le profit capitaliste (40 milliards d'euros par an), Fillon veut saigner encore le peuple avec 16 milliards de ponction par une augmentation de TVA, notamment pour financer la suppression de l'ISF !! La bataille avortée de 2013 contre les augmentations de TVA peut et doit être reprise.

Fillon prépare l'opinion à une réduction sans précédent des prestations de l'assurance maladie et de l'hôpital public. Ne seraient plus remboursées socialement que les pathologies les plus lourdes, les plus coûteuses à soigner. Le reste serait vidé de la Sécu pour remplir les complémentaires et les praticiens privés. Une autre bataille majeure et rassembleuse à anticiper.

**A cheval sur les deux quinquennats – sans mouiller la majorité à venir – le pouvoir tente de faire passer le passage à la retenue à la source pour mieux détruire l'impôt progressif et poursuivre la fiscalisation du financement la Sécurité sociale** (fusion CSG et impôt sur le revenu, exonérant progressivement les entreprises). Bien que technique, cette contre-réforme d'une extrême gravité peut et doit donner lieu à une campagne de masse.

Enfin, sous ses postures de « rupture », Fillon fait passer, pour le camp de la bourgeoisie, l'objectif du renforcement de l'intégration dans l'UE, du développement de la suprématie politique de l'UE et de la BCE sur la zone euro : s'il y a bien un sujet sur lequel les communistes ont la responsabilité de mener la bataille, c'est celui-là.

**De quoi Fillon doit-il être le nom ? D'une mobilisation renforcée dans les luttes !**



# Nous exigeons des bailleurs de logements sociaux...




### Inadmissible des logements maintenus dégradés mais proposés à la location qui restent, de façon prévisible, vides.

Rien que sur la ville de Saint-Martin-d'Hères il y a plus de 2 000 dossiers de demandes de logement sociaux, alors que sur le quartier de Renaudie, nous savons qu'il y a 30 logement de l'OPAC qui sont maintenue vides, non loués.

C'est inadmissible au regard de la longue liste d'attente des familles qui veulent être logées à St Martin d'Hères.

Il faut absolument que l'OPAC rénove très vite —et à fond— les logements vides et les loue. C'est le seul moyen d'**éviter les squattes** et autres dégradations.

Les communistes, avec les locataires, dénoncent ces manques d'entretien et de maintenance. Ils proposent une pétition qui réclame :

-  **Des rénovations de qualité, d'isolement et d'étanchéité, sur l'ensemble du parc locatif.**
-  **Un interlocuteur direct de proximité, avec des moyens d'intervention rapide.**
-  **L'embauche d'un ouvrier de maintenance dédié aux quartiers.**

### Inadmissible les conditions d'entretien et l'absence de service rendu par les bailleurs sociaux :

Il faut aussi absolument que les bailleurs entretiennent correctement le parc des logements déjà loués.

Les locataires de nos quartiers ont droit à de rénovations **de qualité** des étanchéités des toitures, des façades, terrasses, chaudières et montées. Ils ont droit à des réparations des boîtes à lettres, des ampoules à changer, des portes et serrures cassées, des ascenseurs en panne...

C'est la contrepartie normale des charges qu'ils paient !

## Le scandale des factures d'eau sur SMH et de l'installation des compteurs Linky

### Eau

Vous avez dû recevoir votre facture d'eau. Désagréable surprise : il faut payer l'arriéré de 2015 et l'encours de 2016.

Cette facture élevée met en difficulté les familles de nos quartiers.

De plus, les délais de paiement sont très courts.

Il y a eu aussi une absence d'interlocuteur pour échelonner et faciliter les paiements.

Les solutions proposées (prélèvement obligatoire) par la société privée de recouvrement ne sont pas faites pour aider les familles, mais pour garantir les paiements des factures à la Métro.

Ce sont une des conséquences du transfert du service des eaux et de son personnel de la mairie vers la Métro.

En 2015 les communistes de St Martin d'Hères avaient déjà dénoncé la casse de ce service public de l'eau et s'étaient opposés à ce transfert.

### Électricité

Locataires ou propriétaires, vous avez peut-être déjà un joli compteur Linky couleur pistache dans votre logement.

Aucun d'entre nous n'a eu le choix, ni son mot à dire... La « modernité » de ces compteurs « intelligents » servira surtout à surveiller la consommation et les comportements des ménages et à faciliter les coupures... à distance.

Et, en plus, le coût de ces installations sera répercuté sur nos factures.

L'eau et l'électricité répondent aux besoins de base des habitants. **Leur distribution doit être assurée par de vrais services publics nationalisés.** C'est le seul moyen d'échapper aux dérives que nous constatons.

**Le service des eaux qui était en Régie publique sur certaines communes et notamment Saint-Martin-d'Hères est passé en SPL depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Communistes, nous dénonçons les SPL (Sociétés Publiques Locales), qui sont, de fait des sociétés de droits privés. Elles sont une étape dans la disparitions de nos services publics demandée par l'Union Européenne de la « concurrence libre et non faussée ». Nous exigeons des services publics de proximité et de qualité en régie directe et rendu par des agents sous statut. Nous exigeons, aussi, les nationalisations démocratiques des secteurs clés de l'économie, tels que le gaz et l'électricité, dans l'esprit de celles de 1946.**



## Brexit. Pour le PC de Grande-Bretagne : une victoire pour la souveraineté populaire, une défaite pour l'axe UE-FMI-OTAN

*Déclaration du Parti communiste de Grande-Bretagne, 24 juin 2016*

Le résultat du referendum représente un immense coup, susceptible de les désorienter, pour la classe dirigeante capitaliste de Grande-Bretagne, ses politiciens et ses alliés impérialistes dans l'UE, aux Etats-Unis, au FMI et à l'OTAN.

Le peuple a parlé et la souveraineté populaire exige maintenant que le parlement de Westminster accepte et applique cette décision. La gauche doit maintenant redoubler d'effort pour transformer le résultat de ce referendum en une défaite de l'axe l'UE-FMI-OTAN.

Il est clair que le gouvernement Cameron-Osborne a perdu la confiance de l'électorat et qu'il ne peut pas se voir confier la responsabilité de négocier la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne. Il devrait démissionner dès à présent.

Le parti communiste ne compte pas non plus sur la capacité d'un autre gouvernement conservateur, mené par d'autres députés, partisans du monde des affaires, de l'impérialisme, du néolibéralisme tels que Boris Johnson, Michael Gove, Liam Fox et Iain Duncan Smith, à résister aux pressions de la City de Londres, du monde des affaires, des Etats-Unis et de l'OTAN pour empêcher la sortie [réelle] de la Grande-Bretagne de l'UE.

Si aucun gouvernement alternatif ne trouve une majorité à la chambre des Communes alors une élection générale doit être convoquée sans attendre.

Il n'en est que plus important que la direction du Parti Travailleuse s'engage immédiatement à respecter et appliquer intégralement la décision du référendum. De plus, elle devra clairement montrer sa détermination à négocier les termes de la sortie de l'UE ainsi que les futurs traités avec l'UE et d'autres pays sur la base de nouvelles dispositions mettant les intérêts des travailleurs (ici et internationalement) avant ceux des grandes compagnies et du "libre échange" capitaliste.

En tout état de cause, il sera également vital de riposter à la recrudescence de la xénophobie et du racisme déchaînée par des acteurs principaux de chaque camp dans la campagne du référendum.

L'unité et la mobilisation des forces du mouvement progressiste et ouvrier seront essentielles afin d'expliquer ce que l'immigration apporte et de contrecarrer l'appel de division, dirigé contre la classe ouvrière, de l'UKIP et d'autres partis de droite et d'extrême-droite.

**Nous devons maintenant nous battre pour garantir que la Grande-Bretagne, désormais en dehors de la « forteresse européenne », utilise sa liberté pour réserver un bon accueil aux personnes qui travaillent, étudient et vivent ici, en provenance du monde entier, et qu'elle entraîne l'Europe à fournir un refuge sûr aux demandeurs d'asile et aux réfugiés.**



## **Brexit : Déclaration du PC grec (KKE) sur le referendum au Royaume-Uni**

**DÉCLARATION DU BUREAU DE PRESSE DU COMITÉ CENTRAL DU KKE SUR LE RÉSULTAT DU RÉFÉRENDUM BRITANNIQUE EN RELATION AVEC LE RETRAIT DE LA GRANDE-BRETAGNE DE L'UE - ATHÈNES – 24/06/16**

**Le résultat du référendum britannique démontre le mécontentement croissant de la classe ouvrière et des forces populaires envers l'Union Européenne et ses politiques anti-populaires. Cependant, ces forces doivent se distinguer des choix des différentes fractions et forces politiques de la bourgeoisie et acquérir des caractéristiques anti-capitalistes radicales.** Le résultat reflète la dissipation des espérances qui ont longtemps été cultivées par tous les partis bourgeois en Grèce et par les instances européennes qui prétendaient que les peuples pouvaient vivre une vie prospère à l'intérieur du cadre de l'UE.

Le fait que la question du départ d'un pays ait été relevée de manière si intense (même pour un pays de la taille de la Grande-Bretagne) est lié d'une part aux contradictions internes de l'UE, à l'inégalité des économies de ses pays-membres, et d'autre part à la concurrence ayant lieu entre les forces impérialistes, devenue encore plus vive dans les conditions de la récession économique. Ces facteurs renforcent le soi-disant euroscepticisme, les tendances séparatistes, mais également d'un autre côté les tendances à rechercher un changement dans la forme de gestion politique de l'UE et de la zone euro.

Les moteurs de "l'euroscepticisme" réactionnaire sont les partis nationalistes, racistes et fascistes, tels que le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de Farage, le Front National de Le Pen en France, l'"Alternative pour l'Allemagne" et d'autres factions similaires en Autriche, et en Hongrie, ainsi que les fascistes de l'Aube Dorée et le parti Unité Nationale de Karatzaferis en Grèce, etc. Mais "l'euroscepticisme" est aussi exprimé par des partis affichant une étiquette de gauche, qui critiquent ou rejettent l'UE et l'euro, soutiennent le recours à une monnaie nationale et recherchent d'autres alliances impérialistes, mais dans tous les cas avec une stratégie opérant dans le cadre du système capitaliste.

Ces contradictions et antagonismes pénètrent les classes bourgeoises de chaque État membre de l'Union européenne. Les processus économiques et politiques qui sont en cours d'exécution, à la fois en Grande-Bretagne et dans l'UE, et les négociations concernant la position de la bourgeoisie britannique à l'avenir peuvent mener à de nouveaux accords temporaires entre l'UE et la Grande-Bretagne. Ce qui est certain c'est que tant que la propriété capitaliste des moyens de production et le pouvoir bourgeois resteront en place, tout nouveau développement sera accompagné de nouveaux sacrifices douloureux pour la classe ouvrière et les forces populaires.

Le résultat du référendum britannique compromet les positions des autres forces politiques en Grèce, qui ont glorifié la participation de la Grèce à l'UE durant ces dernières années, la présentant comme un

processus irréversible ou semant des illusions sur la nécessité de "plus d'Europe de la justice et de la démocratie." Ce résultat compromet également la position des forces qui considèrent le recours à une monnaie nationale comme étant un idéal qui mènerait à la prospérité du peuple. La Grande-Bretagne avec sa Livre sterling a pris les mêmes mesures anti-populaires et anti-ouvrières que les autres pays qui sont dans la Zone Euro. Elle continuera de prendre les mêmes mesures à l'extérieur de l'UE aussi, puisque cela est essentiel pour la compétitivité et la rentabilité de ses propres monopoles.



Il est certain que dans les prochains jours, les voix à s'élever ainsi que les déclarations larmoyantes vont se multiplier, tant de la part du gouvernement SYRIZA-ANEL que de la part des autres partis bourgeois, au sujet de la « nécessité de refonder l'UE », ou dans l'idée que « l'UE a fait fausse route et doit revenir à ses racines », etc. Cependant, l'UE depuis sa création a été et reste une alliance réactionnaire des classes bourgeoises de l'Europe capitaliste, dans le but de saigner les travailleurs à blanc et de voler les autres peuples du monde, dans le cadre de la concurrence avec les autres puissances impérialistes. L'UE n'a pas toujours été et ne sera pas toujours un arrangement permanent, tout comme des alliances similaires par le passé n'ont pas duré éternellement. La variabilité capitaliste, la concurrence, et l'évolution de la corrélation des forces, tôt ou tard, mettront en évidence des contradictions qui ne pourront plus être comblées par des compromis temporaires et fragiles. Simultanément, de nouveaux phénomènes, des processus pour de nouvelles alliances réactionnaires seront achevés sur le terrain du capitalisme.

**Les intérêts du peuple Grec, du peuple Britannique, et de tous les peuples d'Europe, ne doivent pas être placés sous "fausse bannière". Ils ne doivent pas être placés sous les bannières de la bourgeoisie et de ses différentes fractions, qui déterminent leurs choix et alliances internationales selon leurs intérêts et sur la base de la plus grande exploitation possible des travailleurs. Il est nécessaire de condamner l'alliance prédatrice du capital, l'UE, de lutter pour que tous ses pays-membres s'en retirent mais pour que cette lutte soit efficace, elle doit impérativement être reliée au renversement nécessaire du pouvoir du capital par le pouvoir des travailleurs. L'alliance sociale de la classe ouvrière et des autres couches populaires, le regroupement et le renforcement du mouvement communiste international sont des conditions préalables pour frayer la voie à cette perspective d'espoir.**

## Adieu Camarade, Fidel Castro : un révolutionnaire de notre temps

### Hommage à Fidel Castro

Fidel Castro a échappé à des dizaines de tentatives d'assassinats commandités par les impérialistes. Il est mort, ce 25 novembre 2016, à 90 ans, de sa belle mort, dans son pays, Cuba, qui, presque 59 ans après la révolution cubaine, malgré les immenses difficultés et les contradictions, continue de résister au capitalisme et à l'impérialisme.

Communistes de France, aujourd'hui, nous saluons la mémoire d'un des acteurs principaux de la révolution cubaine - dont il est devenu, qu'il l'ait voulu ou non, l'incarnation -, de la libération du peuple cubain de la dépendance à l'impérialisme.

Nous saluons le dirigeant marxiste et léniniste qui a su développer et défendre, malgré l'incroyable adversité, une voie socialiste, indépendante, à Cuba.

Nous saluons, avec reconnaissance, le dirigeant communiste qui a rejeté, courageusement, les reniements et trahisons des dirigeants gorbatchéviens qui ont conduit à la victoire de la

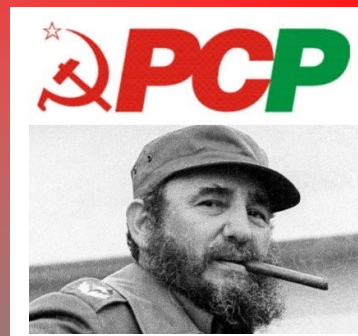
contre-révolution et à la restauration capitaliste dans les Pays de l'Est. Cette résistance a été décisive pour la survie du mouvement communiste international, y compris dans notre propre pays.

Nous saluons le leader internationaliste qui a permis que l'expérience et la solidarité cubaines inspirent et renforcent tant de mouvements émancipateurs en Amérique Latine et sur les autres continents.

Nous saluons le combat incessant et essentiel du leader anti-impérialiste pour la paix dans le monde.

En un mot, nous saluons la mémoire d'un révolutionnaire de notre temps, dont la figure continuera d'inspirer les révolutionnaires de demain.

Nous adressons nos condoléances au peuple cubain.





**Dimanche 5 Février 2017**  
**A partir de 10h A l'Heure Bleue**

# **Meeting politique**

## **Les luttes d'hier et d'aujourd'hui**

**La Sécurité Sociale - Les Statuts - Les Nationalisations**

**Banquet Populaire**  
**Spécialités Italiennes**

**Animation Musicale**  
**Les "Mauvaises Herbes"**  
**chantent Brassens**

**Organisé par le Parti Communiste Français - Section de St Martin d'Hères**

**Inscription auprès des militants communistes au banquet fraternel du dimanche 5 février 2017**

NOM : .....

Adresse : .....

Téléphone/Courrier électronique : .....

**Prix repas 13 €, prix repas jeune enfant 6 €**

La lutte quotidienne pour la défense des travailleurs (leurs conditions de travail et de vie, la santé, La Poste, le transport, l'éducation, les loisirs, la culture, le sport, etc...) que mène avec vous les communistes de notre section, demande des moyens financiers. Nous proposons à ceux qui le peuvent :

**Un prix repas-souscription de 15 € à 25 €.**

Nombre de repas adulte : 13 € x ..... = et/ou ..... € x ..... =

Nombre de repas jeune enfant : 6 € x ..... =

Je verse la somme de ..... € par chèque..... en espèce (rayer la mention inutile) à retourner au :  
PCF section de Saint-Martin-d'Hères, 6 rue Gérard Philippe BP 283 - 38407 Saint-Martin-d'Hères cedex

**Permanence à la section locale tous les lundis du 15 h 30 à 18 h**

**Tél. 04 76 01 81 38 [www.pcf-smh.fr](http://www.pcf-smh.fr) [pcf.smh@wanadoo.fr](mailto:pcf.smh@wanadoo.fr)**